[English below]

Pour la fermeture des camps d'étranger·e·s, en Europe et au-delà (2010) (FR)

Dans les États membres de l'Union européenne et dans les pays situés à ses frontières (Libye, Maroc, Turquie, Ukraine) voire au-delà (Mauritanie, Liban), les lieux d'enfermement pour étrangers, dont le nombre n'a cessé de croître à partir de la fin du 20ème siècle, dissimulent des objectifs contraires aux engagements internationaux auxquels certains de ces mêmes États ont adhéré (Convention des Nations unies relative au statut des réfugiés, Convention internationale sur les droits de l'enfant, etc.). À Chypre, en Grèce, en Italie ou à Malte, des étrangers sont automatiquement placés en détention quelle que soit leur situation humanitaire et/ou juridique, y compris ceux qui sont sauvés ou interceptés en mer après de longs périples.

Quel que soit le nom qu'on leur donne[1], les camps d'étrangers sont devenus un instrument privilégié de gestion des populations migrantes. Des personnes sont détenues sans condamnation ni jugement, dans des conditions de type carcéral allant parfois jusqu'au confinement en cellules, au seul motif qu'elles n'ont pas respecté les règles relatives au franchissement des frontières et au séjour, alors même que ces règles peuvent être contraires au droit international, par exemple dans le domaine de la protection due aux réfugiés. Dans certains lieux, les maltraitances et les violences physiques ou psychologiques constituent l'ordinaire. Les incidents fréquents (émeutes, grèves de la faim, incendies volontaires), parfois dramatiques (suicides, décès), soulignent l'inadaptation du système d'enfermement aux populations qu'il vise.

La prolifération des camps s'accompagne de l'augmentation des durées de détention[2] , qui dépassent bien souvent le temps nécessaire à la mise en œuvre des expulsions. Derrière les objectifs officiellement affichés (rationalisation de la gestion des migrations), l'institutionnalisation de la détention des migrants vient en réalité soutenir une politique de dissuasion, et criminaliser ceux qu'on désigne comme indésirables. Cette politique, contraire aux principes démocratiques, a un coût exorbitant : non seulement sur le plan humain, mais aussi parce que les moyens administratifs et policiers mobilisés dépassent sans doute plusieurs milliards d'euros pour les seuls pays de l'Union européenne[3].

Depuis 2002, le réseau Migreurop s'attache à documenter et à dénoncer les effets des politiques migratoires de l'Union européenne, au premier rang desquels l'enfermement des

---

[1] On parle de « centres fermés », de « centri di identificazione ed epulsione », mais aussi de « zones d'attente », de « centres de transit », voire de « reception center ».

[2] La directive "retour" adoptée par le Conseil européen en décembre 2008 prévoit des durées de rétention pouvant aller jusqu'à 18 mois.

[3] En 2008, « un calcul a minima permet ainsi d'estimer à plus de 700 millions d'euros le coût annuel des expulsions réalisées en France ». Migreurop (2009) Atlas des migrants en Europe. Géographie critique des politiques migratoires, Paris, Armand Colin, p. 91.

migrants[4]. Dès 2004, ses membres lançaient un appel *Contre la création de camps aux frontières de l'Europe*[5]. Entre temps, les rapports se sont accumulés, qu'ils émanent d'institutions onusiennes, du CPT (Comité européen pour la prévention de la torture), du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, de missions parlementaires, d'organisations internationales ou d'ONG. Toutes les enquêtes et observations de terrain amènent au constat que l'internement administratif des étrangers entraîne par nature la violation des droits fondamentaux : en premier lieu, la liberté d'aller et venir, mais aussi le droit d'asile, le droit au respect de la vie privée et familiale, le droit de ne pas subir des traitements inhumains ou dégradants, ou encore les droits spécifiques dus aux personnes vulnérables, notamment les enfants. Une étude commandée par le Parlement européen en 2007 montre que « *l'enfermement dans les centres fermés conduit à la création ou à l'aggravation de troubles psychologiques des étrangers détenus, [troubles] qui peuvent se révéler dramatiques quand il s'agit d'enfants mineurs* »[6].

Bien souvent, l'enfermement échappe en outre à tout contrôle juridictionnel effectif, alors que les libertés individuelles sont en jeu.
L'enfermement massif de migrants, tel qu'il se développe dans le cadre de la politique européenne d'asile et d'immigration, se révèle inutile au regard des objectifs de « contrôle des flux migratoire » qui lui sont prétendument assignés. Il est impropre à enrayer un phénomène - l'immigration dite « irrégulière » - qu'il est vain d'aborder sous un angle sécuritaire. Participant de la stigmatisation du migrant comme d'un coupable, et encourageant l'idée qu'exercer son droit à circuler est un délit, il est à l'origine de violations récurrentes des droits humains, et alimente le racisme et la xénophobie.

Migreurop demande aux gouvernements des États membres de l'UE et des pays situés à ses frontières de cesser d'utiliser la détention à des fins de contrôle migratoire, et appelle les opinions publiques à refuser toutes les logiques d'enfermement des étrangers.

---

[4] Voir la carte de Migreurop L'encampement » en Europe et autour de la Méditerranée, http://www.migreurop.org/article221...
[5] http://www.migreurop.org/article656.html
[6] Parlement européen, "The conditions in centres for third country national (detention camps, open centres as well as transit centres and transit zones) with a particular focus on provisions and facilities for persons with special needs in the 25 EU member states ", IP/C/LIBE/IC/2006-181, dec. 2007

migreurop

Call for the closure of camps for migrants, in Europe and beyond (2010) (EN)

In member states of the European Union, as well as in neighboring countries (Libya, Morocco, Turkey, Ukraine) and beyond (Mauritania, Lebanon), the presence of an ever increasing number of zones of detention conceals policies and practices contrary to international commitments which some of these states are bound to (the United Nation Convention relating to the Status of Refugees, the International Convention on the Rights of the Child, etc.). In Cyprus, Greece, Italy, Malta, migrants are automatically placed in detention, whatever their humanitarian and/or legal situation is, including those rescued or intercepted at sea after long journeys.

Whatever name we may give them[7], these camps for foreigners have become a prized tool to manage migrant populations. People are detained without trial or sentence, in prison-like conditions, sometimes even confined in cells. Such detention sanctions those who did not respect laws relative to border crossing or length of stay in a country, though these can be contrary to international law, for instance in the case of the protection of refugees. In some cases, mistreatment and physical or psychological violence are commonplace. Frequent incidents (riots, hunger strikes, voluntary fire), with sometimes tragic consequences (suicides, deaths), serve to show how inappropriate the detention system is for the people it targets.

The proliferation of camps has come hand in hand with an increase in the length of detention[8], which often exceeds the time required to organise deportations. Behind the official objectives stated (rationalisation of migration management), the institutionalization of the detention of migrants is part of a deterrence policy which criminalizes those considered undesirable. This policy, which runs contrary to democratic principles, comes with exorbitant costs: not only at a human level, but also with regards to the police and administrative forces it mobilizes, which it is estimated exceeds several billion Euros for EU member states[9].

Since 2002, the Migreurop network endeavors to document and denounce the consequences of the EU migration policies, first and foremost with regards to the confinement of migrants[10]. In 2004, its members called for a collective action *against the creation of camps at the borders*

---

[7] The camps we refer to include « closed camps » or « centri di identificazione ed epulsione », but also of « holding centres », « transit centres », even « reception centres ».

[8] The « return directive" adopted by the European Council in December 2008 allows for detention stretching up to 18 months.

[9] In 2008, « the annual cost of deportations carried out in France are estimated at a cost of more than 700 million Euros at least ». Migreurop (2009) Atlas des migrants en Europe. Géographie critique des politiques migratoires, Paris, Armand Colin, p. 91.

[10] See Migreurop's map « Encampment » in Europe and in Mediterranean area, http://www.migreurop.org/rubrique266.htmlCarte des camps

of Europe[11]. Since then, numerous reports have been issued by UN agencies, by the CPT (European Committee for the Prevention of Torture), by the Council of Europe Commissioner for Human Rights, by parliamentary missions, by international organizations or NGOs. The reports and field observations all conclude that the detention of migrants leads by its very nature to the violation of human rights: in the first instance on the freedom of movement, but also a right to asylum, the right of respect for private and family life, the right to protection against inhuman or degrading treatments, or rights specific to vulnerable people such as children. In 2007, a report solicited by the European Parliament stated that: "T*he deprivation of freedom and the conditions in detention centres create or aggravate psychological or psychiatric disorders. (…) Depriving children of their freedom can however have a particularly harmful impact on these children and lead to the onset of psychological disorders in the short or long-term*"[12].

Very often, no effective judicial control is exercised in practice with regards to confinement, although infringement of individual liberties are at stake.

The large-scale confinement of migrants which has been developed in the framework of European asylum and immigration policy proves to be ineffective in relation to its supposed objectives of "controlling migration flows". It is incongruous to attempt to resolve the issue of so-called "irregular" migration from a security angle. Participating to the stigmatization of migrants as "guilty", and propagating the idea that to exercising one's right to circulate freely is a crime, it is at the roots of recurrent violations of human rights and serves to feed racism and xenophobia.

Migreurop demands that governments of EU member states and its neighboring countries to stop resorting to detention as a tool for controlling migration flows, and calls for civil society to oppose the system of detention of migrants.

---

[11] http://www.migreurop.org/article656.html

[12] European Parliament, "The conditions in centres for third country nationals (detention camps, open centres as well as transit centres and transit zones) with a particular focus on provisions and facilities for persons with special needs in the 25 EU member states ", IP/C/LIBE/IC/2006-181, dec. 2007